

AFFRONTEMENTS MEURTRIERS DE BERRIANE

Quand Zerhouni parle de violence ordinaire

Les événements sanglants de Berriane relèveraient-ils d'un chahut juvénile banal et passager pour qu'ils n'émeuvent pas outre mesure en haut lieu ? A lire le ministre de l'Intérieur qui appréciait la situation, hier, dans les colonnes d'El Watan, les affrontements entre les deux communautés mozabite et chaâmbie ayant entraîné mort d'hommes sont à cataloguer dans une fonctionnalité normale de la société algérienne.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - La réaction du ministre de l'Intérieur, pour le moins qu'on puisse dire n'a pas été à la mesure de la gravité des violences qui ont essaimé dans la localité les vendredi et samedi. «Ce sont des bandes de jeunes qui ont envahi la rue. Cela ne doit pas vous étonner, car ceci se produit dans bon nombre de quartiers, notamment à Alger», a-t-il affirmé en effet. Si ces événements, douloureux, ne doivent pas étonner, c'est qu'ils s'inscrivent dans le cours normal des journées qui s'égrènent dans le Mzab et dans la vaste Algérie et que, donc, ils ne nécessitent pas de traitement particulier. Que faut-il de plus que la mort d'hommes pour qu'une situation soit jugée grave et pré-occupante et suscite une réaction ferme et diligente des autori-

tés ? La question a tout lieu d'être posée, car l'affirmation du ministre de l'Intérieur suggère, sinon établit clairement, que malgré les deux morts et les dizaines de blessés, la violence des affrontements intercommunautaires de Berriane est inscrite dans la norme nationale. Gravissime, s'il advenait que l'on fixe ce seuil de tolérance à la violence. A plus forte raison pour une violence cyclique, comme celle qui a tendance à caractériser la daïra de Berriane. C'est, après mars dernier, la seconde émeute meurtrière que la localité subit en moins d'une année. Et si le brasier a été rallumé vendredi, après la grande prière, c'est qu'il n'a pas été totalement éteint au printemps dernier. Les autorités n'avaient donc pas administré la bonne médication. Les représen-



Les échauffourées reprennent de plus belle.

tants de la communauté mozabite, réagissant à l'insoutenable situation qui prévaut à Berriane depuis vendredi, ont estimé la gestion de cette crise catastrophique. «Nous, les représentants de la communauté mozabite de la daïra de Berriane, dénonçons les actes barbares qui se déroulent depuis vendredi dans notre

région. Ces actes irresponsables sont l'œuvre de groupuscules connus des services de sécurité qui, dans leur laxisme, ne font rien pour arrêter le massacre de notre communauté qui paie le prix lourd de ce massacre programmé. Nous dénonçons, par ailleurs, la gestion catastrophique de cette crise par les pouvoirs

publics, notamment le chef de daïra de Berriane. Compte tenu de la gravité de la situation et de la stérilité des rencontres avec les autorités qui n'ont rien ramené de nouveau pour la protection de notre communauté, nous avons décidé unilatéralement de

geler toute rencontre avec les autorités locales», ont-ils dénoncé, dépités par le traitement administré à la crise. L'affirmation du ministre de l'Intérieur n'est pas pour les rassurer, en se sens qu'elle dénote d'une appréciation légère des affrontements, alors qu'ils couvent des germes profonds. La même appréciation qu'il a eue lors de l'assassinat de Guermah Massinissa en avril 2001 en Kabylie. L'on se souvient de ce que la région a vécu comme émeutes sanglantes, presque deux années durant. Cela dit, peut-être que si le président de l'APN avait, suite aux émeutes de mars dernier, laissé se constituer une commission d'enquête parlementaire, au lieu de lui substituer une mission parlementaire d'information, la situation à Berriane n'aurait pas dégénéré ce vendredi. La commission d'enquête aurait aidé à mettre le doigt sur la plaie. Plutôt que de s'en préoccuper sérieusement, les autorités se sont, en mars, suffi à rétablir l'ordre. Autrement dit, elles ont combattu les effets du mal mais non pas soigné le mal lui-même.

S. A. I.

OULD ABBAS À L'ESPACE FRANCO-MAGHRÉBIN :

«L'Algérie vit actuellement

une embellie économique et sociale»

Si, effectivement, comme l'a déclaré le ministre samedi à Paris «l'Algérie vit actuellement une embellie sur le plan économique et social», pourquoi alors, est-il certainement sous-entendu, changer une équipe qui gagne ?

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Responsables d'associations, élus franco-algériens et autres cadres membres de l'Espace franco-algérien se sont succédé à la tribune samedi soir à Paris, devant M. Ould Abbas, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger, et M. Meziane Cherif, consul général en France. «Aucune consigne de vote» pour la présidentielle, a tenu à préciser d'entrée de jeu Akli Mellouli, qui coordonne, avec Chafia Matelechta, cet espace. Cette précision faite, il se profilait malgré tout en arrière-plan de cette rencontre, un double enjeu : qui prendra la tête du Conseil consultatif de la communauté à l'étranger, annoncé par Ould Abbas comme devant être mis en place très prochainement par «décret présidentiel» et comment les autorités comptent mobiliser la communauté et notamment son élite, pour l'amener à voter et éviter une abstention massive au scrutin ? «Je ne suis pas venu pour un embrigadement électoral, je vous respecte trop pour cela», a dit le ministre. A-t-il rassuré pour autant sur une rencontre dont on n'a pas réussi au juste à savoir quel est l'initiateur ? Le ministre ? Le consul général ? L'espace franco-algérien ? Etre à l'écoute, enregistrer les doléances et les propositions car, dit encore M. Ould Abbas en direction de cette communauté qu'il chiffre à 4 millions en France, «vous êtes une force de frappe et un lobby incontestable», une diaspora

formée de «argaz». Et comme pour rassurer les sceptiques et magnifier au passage le bilan de la gouvernance actuelle, «ne vous inquiétez pas, l'Algérie va très bien. Il y a dix ans, nous avions 34 milliards de dollars de dettes, aujourd'hui nous en sommes à seulement un milliard... La manne financière est là et de mégaprojets sont en cours. Nous savons que la corruption existe, c'est une réalité» mais, tempère Ould Abbas, «actuellement, nous enregistrons une embellie au plan économique et social». Rien moins que cela ! Dès lors donc, et en sous-entendu, pourquoi jeter aux orties une équipe qui gagne ?

Dans son intervention introductive, Akli Mellouli, qui a fait l'historique et rappelé les valeurs qui fondent cet Espace franco-algérien, a souligné «qu'il s'agit d'un espace d'initiative citoyenne» créé parce qu'aujourd'hui «le monde fonctionne en réseau et qu'il nous apparaissait indispensable, même suicidaire de ne pas en constituer un pour agir à la défense d'intérêts singuliers dans l'intérêt général». Un réseau qui agit donc ici et là-bas, qui rassemble «toutes les sensibilités, toutes les énergies», un espace de neutralité, cette dernière consistant «à laisser son dogme au vestiaire et à garder et défendre ses valeurs... une force de proposition pour améliorer la vie de milliers de nos concitoyens ici et là-bas». Suivent alors de très nombreux représentants d'associations qui sont montés à la tribune exposer précisément ces propositions ou tout

simplement insister sur certaines difficultés à travailler et s'investir dans leur pays d'origine. Ainsi, le docteur cancérologue Allouache a suggéré la création d'une véritable agence de développement avec l'Algérie, organisée administrativement et au plan de l'expertise et à qui on pourrait donner les moyens pour canaliser les projets à engager avec le tissu associatif algérien. Nadia Bennacer, présidente du réseau Intelligences et Compétences, ICE, a fortement insisté sur le fait que les Algériens et Franco-Algériens qui ont décidé de mettre à profit du développement de l'Algérie, leurs compétences avérées ici, ont besoin aujourd'hui de reconnaissance de la part de leur pays d'origine ou tout le moins de ne plus être considérés comme des experts locaux et rémunérés comme tels alors qu'ils ne vivent pas en Algérie. Farid Yaker, président de Solimed, association créée en 1990, soit au summum des années noires et qui a largement contribué à développer la solidarité de la communauté des médecins (10 000 médecins algériens en France) avec le peuple algérien notamment par l'envoi de médicaments et d'équipes médicales sur place, a qualifié cette rencontre d'«excellente initiative». Il précisera que son association s'attelle aujourd'hui à la formation médicale. En direction du ministre, le président de Solimed devait conclure : «Pour contribuer au développement du pays, nous avons besoin non seulement de porte-parole mais de défenseur sur lequel nous pouvons compter.» Mouloud Aounit, président du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), a mis à profit sa présence à la rencontre pour, a-t-il dit, «faire passer un message». A ceux qui nous

renvoient constamment à notre immigration nous leur répondons qu'il ne faut pas oublier qu'à la base, il y a eu le colonialisme et qu'il nous faut œuvrer à écrire la page d'histoire et ne surtout pas perdre la mémoire vivante. A ceux-là, et à tous ceux qui reprochent à son mouvement, comme d'ailleurs à tous ceux qui se sont élevés en France contre les derniers massacres des Palestiniens, d'être communiste, Mouloud Aounit leur oppose le caractère universaliste de ses combats. Et pour finir, et en direction du ministre, le président du MRAP évoque les sans-papiers et interroge : «Sur cette question, on doit entendre les voix officielles algériennes.»

Un incident, et non des moindres, a conclu cette rencontre que les organisateurs voulaient clean : deux personnes programmées pour intervenir se sont vu interdire de le faire. D'abord Hend Sadi qui s'est quasiment vu couper le micro parce qu'il demandait des éclaircissements sur le silence fait par les autorités algériennes sur le cas du meurtre de Mécili et de l'implication présumée du diplomate algérien. Sommé violemment d'interrompre son intervention par la responsable du réseau qui lui a rétorqué «tu n'es pas dépositaire de la conscience algérienne» et tenté de justifier par ce propos : «On n'est pas là pour faire de la politique politicienne», l'intervenant a dû se rasseoir. Le deuxième recalé est le docteur Omar Tibourtine, à qui on signifia tout simplement qu'il ne pouvait plus intervenir. Est-il utile de préciser que ces deux personnes sont du RCD ? Bel exemple, en tout cas, d'attitude démocratique venant, qui plus est, de responsables d'un réseau qui se veut fédérer une élite !

K. B.-A.

Les émeutes se poursuivent

De notre envoyé spécial à Berriane, Kamel Gaci

La violence a repris entre les deux communautés mozabite et chaâmbie de la ville de Berriane, relevant de la wilaya de Ghardaïa, hier, troisième jour des confrontations. Plusieurs blessés ont été enregistrés lors des échauffourées, avons-nous appris du comité de notables rencontrés devant le siège de la municipalité. Néanmoins, un semblant de calme régnait en fin d'après-midi d'hier. La police boucle toutes les rues qui débouchent sur la RN 1 depuis les quartiers chaâmbi et mozabite situés de part et d'autre de cet axe routier.

La ville offrait une image de guerre. Des traces de pneus brûlés, des voitures et commerces calcinés étaient visibles dans plusieurs coins de la petite bourgade du Mzab, quadrillée par des milliers de gendarmes et policiers des forces anti-émeutes, alors qu'aucun commerce n'a ouvert ses portes depuis le week-end dernier.

Selon la même source, les forces anti-émeutes ont procédé dans la journée d'hier à l'interpellation de plusieurs dizaines de jeunes des deux communautés. «L'appel au calme lancé par les sages de notre communauté et ceux des autorités locales n'a malheureusement pas été entendu par ces gens (les Chaâmba), et croyez-nous, les forces de police, dépêchées par Zerhouni, soi-disant pour ramener le calme, y sont pour beaucoup. Ces policiers, de surcroît agents de l'ordre, ont assisté à des scènes de violence d'une extrême sauvagerie à l'encontre de nos familles et contre nos commerces sans qu'ils bougent le petit doigt. Dites-le pour toute l'Algérie, que nous n'avons dû notre salut qu'à l'intervention des éléments de la Gendarmerie nationale, que nous saluons au passage, pour avoir pu arrêter les massacres», nous dira M. Mazigou, commerçant et membre de la communauté mozabite.

Ce dernier nous conduira jusqu'aux locaux de commerce de sa famille, réduits en cendres lors des violents accrochages qui ont eu lieu dans la journée de samedi dernier. «Regardez, tous nos efforts sont réduits à néant, pourquoi toute cette hoga et cette méchanceté ?» nous lança le commerçant, d'un air désespéré. Pour rappel, les heurts ont commencé dans l'après-midi du vendredi dernier, juste après la grande prière.

L'étincelle de cet énième conflit entre les deux communautés, selon des informations recueillies sur place, l'agression, dans la nuit du mercredi 28 janvier, d'un jeune handicapé, répondant au nom de Omar Ayoub, issu d'une famille mozabite, par des jeunes de l'autre clan. Ce dernier a été évacué à l'hôpital de la ville dans un état critique. Les violents affrontements, qui ont secoué cette ville depuis vendredi ont fait deux morts et une soixantaine de blessés.

Une importante délégation, formée notamment de Mozabites, a été reçue dans l'après-midi d'hier au siège de l'APC par M. Hadjadj, maire de la ville de Berriane, et ce juste après les violentes altercations ayant opposé les deux clans, afin, nous dit-on, de trouver une éventuelle issue à ce grave conflit communautaire. «Croyez-nous que nous n'allons pas nous taire cette fois. Beaucoup de personnes, connues sur la scène locale, doivent être jugées pour leurs actes. Nous dénonçons énergiquement le comportement irresponsable du chef de daïra de Berriane durant ces affrontements fratricides», nous avouera un notable de la ville, rencontré devant le siège de la mairie.

K. G.